

LE COURRIER DE L'INFLUENCE

LE BULLETIN D'INFORMATION
DU CLUB INFLUENCE DE L'AEGE

DÉC. 2024, NUMÉRO 2

ANALYSE DES ÉLECTIONS
EN GÉORGIE ET EN MOLDAVIE



AEGE



PRÉAMBULE

La **Géorgie** et la **Moldavie** étaient il y a quelques semaines en plein processus **électoral**. Au cœur de régions stratégique, ces deux pays sont la cible de nombreuses **opérations étrangères**, la majorité passant sous les radars médiatiques. Les populations sont à la fois désireuses de s'affirmer face à la Russie en adhérant au narratif Européen, tout en voulant conserver des relations apaisées avec cette dernière. Ces élections ont donc été le terrain d'affrontement idéal pour les puissances afin d'y imposer et de sanctuariser leur **influence**.

Le Club Influence de l'AEGE – Le réseau d'experts en intelligence économique – a analysé les semaines précédant et suivant les **élections** afin de mettre en lumière les principales **actions d'influence** en cours.

Cette analyse a été faite sur la base d'informations collectées en source ouverte (OSINT). Réseaux sociaux (X, Tiktok, Telegram, Instagram) ; presse française (Le Figaro, Le Monde) et internationale ; source littéraire (La Fondation Soros en Asie centrale : de l'auto-proclamation à l'autocritique - Catherine Pujol - p. 37-59) ; autres sources françaises (ojim.fr, ege.fr, IFRI) ; presse locale (ulkopolitiikka, mtavari) ; autres sources internationales (civil.ge, csf.ge, sceeds.se, politicsgeo.com).

Le Club Influence de l'AEGE vous propose aujourd'hui un rapport complet de notre analyse comprenant les différentes conclusions tirées.



DANS UNE RUE DE TBILISSI, NON LOIN DU PARLEMENT
© RADIO FRANCE - SYLVAIN TRONCHET

SOMMAIRE

LA GÉORGIE, AU CARREFOUR D'INGÉRENCES MULTIPLES	PAGE 4
INFLUENCE RUSSE SUR LE RÊVE GÉORGIEN	PAGE 5
L'ÉLECTION HABILEMENT PRÉPARÉE PAR LE GOUVERNEMENT	PAGE 6
MANIPULATIONS DES RÉSULTATS	PAGE 7
LES INFLUENCES EUROPÉENNES EN GÉORGIE	PAGE 8
LES MÉDIAS ET ONG : ACTEURS CENTRAUX DE L'INFLUENCE PRO EUROPÉENNE	PAGE 9
L'INFLUENCE DE L'OPEN SOCIETY FOUNDATION	PAGE 10
LA CHINE, ACTEUR PEU ANALYSÉ MAIS ESSENTIEL	PAGE 11
GÉORGIE, ÉTAT DES LIEUX	PAGE 12
MOLDAVIE	PAGE 13
ÉLECTIONS ET STRATÉGIES D'INFLUENCE	PAGE 13
LES ACTEURS INFLUENTS EN MOLDAVIE	PAGE 13
STRATÉGIES D'INFLUENCE MISES EN OEUVRE EN AMONT DE L'ÉLECTION	PAGE 15
LE CHOC DES STRATÉGIES LORS DE LA PÉRIODE ÉLECTORALE	PAGE 16
MOLDAVIE, ÉTAT DES LIEUX	PAGE 17

LA GÉORGIE, AU CARREFOUR DES INGÉRENCES



"LA RUE ÉVIDEMMENT, ON NE PEUT QUE **PROTESTER** PARCE QUE SI LE RÊVE GÉORGIEN RESTE LÀ, **LA GÉORGIE VA DISPARAÎTRE**. CELA PEUT RESTER UN TERRITOIRE SOUS **L'INFLUENCE RUSSE**. MAIS EN TANT QUE PAYS, **LA GÉORGIE VA CESSER D'EXISTER**."

-MARIAM, UNE ÉLECTRICIÈRE DE L'OPPOSITION
TÉMOIGNE POUR FRANCEINFO LE 27/10/2024

La Géorgie a été le théâtre de violentes **manifestations** au cours des dernières années. À l'origine de ces rassemblements contestataires, une population aux antipodes des décisions prises par le gouvernement.

Au cours des derniers mois, les textes de lois approuvés par les instances dirigeantes du pays n'ont cessé de faire croître **l'exaspération** collective des Géorgiens pro-européens. L'adoption de lois par le Parlement sur la « protection des valeurs familiales et des mineurs » en septembre dernier a réduit de manière conséquente les **libertés** des minorités.

En mai dernier, c'est la loi sur "l'influence étrangère" qui a été adoptée définitivement. Cette dernière, qui promeut la transparence des médias, oblige chaque organisme médiatique ou ONG recevant plus de 20% de financement de l'étranger à s'identifier en tant qu' "*organisations poursuivant les intérêts d'une puissance étrangère*". Pour la plupart des citoyens, cette mesure vient obstruer le travail des associations présentes tout en étant contraire au processus d'adhésion à l'Union Européenne (UE).

Le 26 octobre 2024, les élections législatives en Géorgie ont donné vainqueur le gouvernement du Rêve Géorgien (RG) à 52%, et l'opposition incarnée par le Mouvement National Unifié (MNU) à seulement 29%. Ce résultat est **controversé**, et les accusations de **fraude** électorale et de manipulation ont été largement relayées par les observateurs internationaux.

Le 28 novembre semble avoir été la goutte de trop : le report de la demande d'adhésion à l'UE à 2028 a provoqué l'indignation de la population. Des milliers de Géorgiens se sont ainsi retrouvés dans les rues pour contester cette décision. Les forces de l'ordre et l'opposition pro-européenne se sont affrontées plusieurs nuits d'affilée, et des dizaines de manifestants ont été arrêtés.

Après des élections législatives entravées par de multiples **ingérences**, le peuple a décidé de ne pas rester inerte face à la situation.

INFLUENCE RUSSE SUR LE RÊVE GÉORGIEN

Les élections législatives d'octobre revêtent en effet une importance capitale pour **l'avenir** de la Géorgie, car elles se déroulent à un moment où le pays se trouve à un **tournant**, tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Le Rêve Géorgien défend une politique de normalisation des relations avec la Russie, tandis que l'opposition milite pour une accélération de l'intégration du pays à l'OTAN et à l'UE.

L'intégration de la Géorgie au sein de l'UE et de l'OTAN reste un objectif central pour les deux partis, mais les politiques mises en œuvre par le gouvernement témoignent d'un **recul démocratique** qui pourrait ralentir les négociations avec ces deux entités.



© AFP - GIORGI ARJEVANIDZE

RASSEMBLEMENT AU SIÈGE DU PARTI APRÈS L'ANNONCE DES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES À TBILISSI, LE 26 OCTOBRE 2024.

Plusieurs éléments du gouvernement et de la campagne du Rêve Géorgien témoignent d'une certaine proximité avec les intérêts russes :

Liens financiers et économiques : Le fondateur du GD, Bidzina Ivanichvili, a fait fortune en Russie et continue d'y avoir des intérêts économiques importants. Son parti a favorisé un rapprochement économique avec la Russie, qui est devenu le premier partenaire commercial de la Géorgie en 2017. Cette **dépendance** économique accrue donne à la Russie un levier considérable sur la politique géorgienne.

Reprise des récits pro-russes : Le GD reprend à son compte les récits russes, notamment en accusant l'Occident d'être responsable de la guerre de 2008 en Géorgie et en minimisant le rôle de la Russie dans ce conflit. Cette rhétorique pro-russe est amplifiée par les médias qui soutiennent le gouvernement. En effet, ceux-ci diffusent régulièrement une forme de **propagande** alignée sur les intérêts du Kremlin, présentant les opposants pro-européens comme des "va-t-en-guerre" qui risqueraient de provoquer un conflit avec la Russie. En accusant l'Occident, et plus particulièrement l'UE et les États-Unis, d'inciter la Géorgie à adopter une position anti-russe et de la pousser à ouvrir un "second front" contre la Russie. Le parti affirme que seul son maintien au pouvoir peut garantir la paix et la stabilité du pays. Ce discours a d'ailleurs trouvé une certaine résonance au sein des populations encore marquées par la guerre de 2008.

Le GD présente également l'Europe comme décadente et en proie à des problèmes sociaux et économiques graves, notamment liés à l'immigration et à la perte des valeurs traditionnelles. Il met en garde contre les risques d'une perte d'identité culturelle et religieuse en cas d'adhésion à l'UE, en affirmant que l'Europe cherche à imposer un mode de vie libéral et athée, et donc en opposition avec les valeurs prônées dans le pays par le pouvoir en place.

Lois inspirées de la législation russe : Le GD a adopté des lois qui s'inspirent de la législation russe, notamment la loi sur les "agents étrangers" visant à museler les ONG et les médias critiques. Cette loi est un copié-collé de la loi passée en 2012 par le régime de Vladimir Poutine pour **étouffer** la dissidence

UNE ÉLECTION HABLEMENT PRÉPARÉE PAR LE GOUVERNEMENT



Politique en amont de l'élection :

Le Parlement géorgien a aboli le poste d'adjoint au président de la Commission électorale centrale (CEC), à la suite d'une campagne de **désinformation** impliquant l'actuel président de la CEC. Il a faussement affirmé que l'opposition politique planifiait une attaque pour le remplacer par son adjoint, un représentant de l'opposition. Le président de la CEC peut désormais être élu à la majorité simple du Parlement et non plus à la majorité qualifiée qui a été requise auparavant. Le parti au pouvoir a proposé des amendements au Code électoral visant à modifier le système actuel de prise de décision, qui exige le soutien des deux tiers des membres de la CEC pour certaines décisions de la Commission. Au lieu de cela, le parti au gouvernement propose que si la Commission ne parvient pas à prendre une décision avec cette règle, elle puisse être revotée lors de la même réunion et adoptée à la majorité simple des membres de la Commission.



© CIVIL.GE - GURAM MURADOV

DES MANIFESTANTS ONT DISPOSÉ DES TENTES DEVANT LE PARLEMENT À TBILISSI, LE 25 NOVEMBRE 2024 (VANO SHLAMOV)



Falsification des listes électorales :

Il a été observé en Géorgie le recours à une tactique, révélée par l'ONG Civile Election Commission, consistant à **manipuler** les listes électorales en les gonflant avec des personnes **fictives** ou **décédées**. À l'inverse, les partisans de l'opposition sont souvent retirés des listes électorales, en particulier dans les zones où l'opposition est fortement présente.



© AP - KOSTYA MANENKOV

DES MEMBRES DE LA COMMISSION ÉLECTORALE COMPTENT LES BULLETINS DE VOTE DANS UN BUREAU DE VOTE APRÈS LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES À TBILISSI, GÉORGIE, SAMEDI 26 OCTOBRE 2024.



Intégrité du vote :

Le Service de sécurité de l'État de Géorgie (SSSG) joue un **rôle clé** dans l'obtention de votes favorables au parti au pouvoir le jour du scrutin. Leur implication dans le processus électoral soulève de sérieuses inquiétudes quant à l'intégrité des élections. En outre, la présence d'agents portant des blue-jeans et des polos noirs dans les bureaux de vote questionne **l'équité** du vote.



© SPUTNIK - ALEXANDER IMEDASHVILI

SSSG (SERVIE DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT DE GÉORGIE)

MANIPULATIONS DES RÉSULTATS



Intimidation et violence :

Les criminels et les « voleurs en droit » (terme désignant une fraternité **criminelle** spécifique au sein de l'ex-Union soviétique, particulièrement développée en Géorgie) sont également utilisés pour **réprimer** les activités de l'opposition. Cela inclut de perturber les événements de la campagne de l'opposition par le biais de violences ou d'intimidations orchestrées, de harceler les candidats de **l'opposition** et leurs partisans, et de les dissuader de faire campagne activement par le biais d'agressions physiques ou de menaces.

Communément appelés "metadonshiki", les toxicomanes, qui bénéficient de programmes de substitution aux drogues de la part de l'État, craignant d'être retirés des listes des programmes de substitution aux drogues, sont facilement manipulés par les autorités et sont invitées à **intimider** les électeurs potentiels de l'opposition le jour du scrutin. Les athlètes d'arts martiaux, tels que les lutteurs, sont aussi mobilisés pour l'intimidation. Les administrations municipales ou le ministère de la Culture et des Sports allouent des **fonds substantiels** pour financer des formations dans des clubs sportifs via divers « programmes de soutien à la jeunesse et aux sports ». Dans certains cas, les athlètes d'arts martiaux reçoivent des promesses d'aide financière ou des paiements directs en espèces pour attaquer violemment les opposants au parti au pouvoir ou les membres de la société civile.

L'**influence** russe passe davantage par sa présence au sein du territoire géorgien et son implication dans l'économie. La crainte de la guerre est un levier particulièrement efficace pour la Russie, pour maintenir sa puissance dans la région. Les Européens tentent de concurrencer cette influence sur d'autres terrains.



Utilisation abusive des ressources de l'État :

Le GD utilise les "ressources administratives" pour influencer les élections, en mobilisant les fonctionnaires pour faire **campagne** sur les réseaux sociaux. Le gouvernement pousse les fonctionnaires à aller voter, sécurisant ainsi 25% des voix. Les plus fidèles sont **récompensés** par des promotions tandis que les autres peuvent être licenciés.



Achat de votes et clientélisme :

Le parti au pouvoir use d'**incitations** financières directes à destination des électeurs. Celles-ci peuvent inclure des paiements en espèces, des distributions gratuites de nourriture, des cartes-cadeaux ou d'autres récompenses monétaires en échange de votes. Des rapports ont fait état d'agents du parti au pouvoir distribuant discrètement de l'argent aux électeurs en échange de leur soutien, souvent à proximité des bureaux de vote, où des « coordinateurs » gèrent les transactions en espèces avec des listes d'électeurs préétablies.

Le parti au pouvoir utilise également les programmes et les avantages sociaux financés par l'État pour acheter des votes. Cela inclut des aides financières ponctuelles à des groupes ciblés, tels que les retraités et les chômeurs, peu de temps avant les élections. Une autre tactique consiste à offrir des possibilités de **promesses** d'emplois dans le secteur public aux personnes qui s'engageraient à soutenir le parti. Des électeurs potentiels se voient proposer des emplois temporaires pour des projets gouvernementaux ou des travaux publics à court terme, en fonction de leur comportement électoral. Dans chaque municipalité, les coordinateurs du parti au pouvoir identifient les besoins spécifiques au niveau individuel, tels que des familles dont des membres souffrent de maladies ou des proches emprisonnés ou condamnés à une amende. Les représentants du parti offrent alors des financements publics pour des traitements médicaux, des **réductions** de peines de **prison** ou la suppression de pénalités en échange de votes.

LES INFLUENCES EUROPÉENNES EN GÉORGIE

Les stratégies d'influence pro-européennes en Géorgie s'observent dans de nombreux pôles. En effet, elles sont à la fois actives à travers les partis politiques (aussi bien le **Georgian Dream** (GD) que les partis de l'opposition), les médias, les réseaux sociaux, ainsi que les organisations non gouvernementales.

L'ensemble des partis politiques géorgiens se présentent comme pro-européens, la plupart prônant l'intégration rapide du pays à l'UE. Le GD, parti vainqueur des dernières élections, se présente comme favorable lui aussi à l'intégration de la Géorgie à l'UE. De ce fait, l'adhésion à l'UE représente un point central de sa campagne, ce qui lui permet de capter un électorat plus large. Néanmoins, dans les faits, ce parti est aligné aux **intérêts** russes plutôt qu'européens. Ses représentants basent leur campagne sur l'intégration à l'UE pour une meilleure Géorgie, mais ne proposent parallèlement que des lois entrant en conflit direct avec les principes de l'Union. L'UE a dès lors mis sur pause le processus d'adhésion de la Géorgie, en raison des idéologies et des pratiques législatives du GD.

En outre, ce dernier utilise la guerre en Ukraine comme moyen de **désinformation** à l'encontre de sa population. En instrumentalisant ce sujet, les partisans du GD ont la volonté de mener l'électeur à penser que l'appartenance à l'UE n'est pas forcément vecteur de paix, et que se concentrer sur la politique intérieure tout en relançant les discussions et liens avec la Russie empêcherait à la Géorgie de devenir un territoire en guerre comme l'Ukraine actuellement

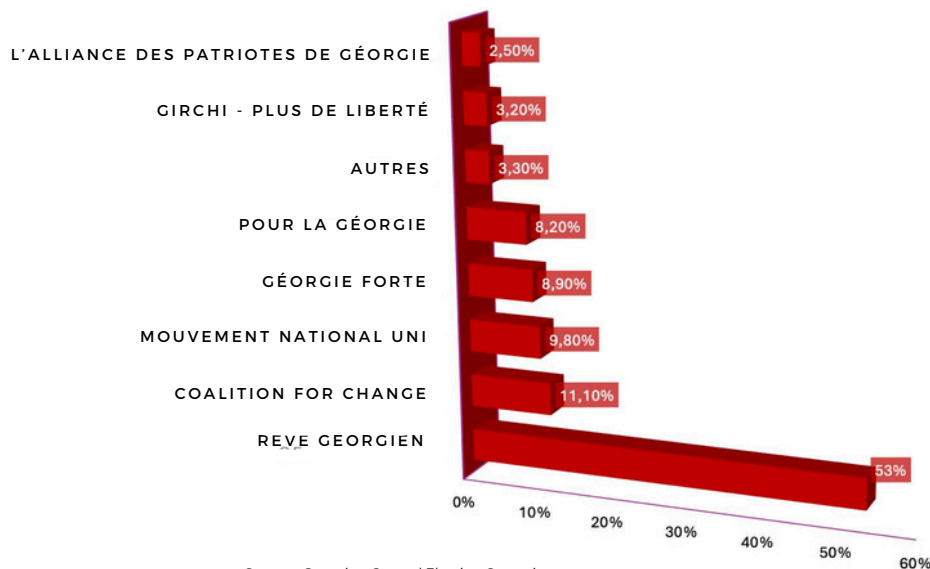


Face au parti majoritaire qu'est le GD, l'opposition s'est difficilement mise en place pour les élections d'octobre. Cette dernière, qui réunit 41 listes, oriente sa campagne sur la volonté du pays de s'aligner sur les politiques des démocraties occidentales et européennes. Elles témoignent de la grande volonté de rejoindre l'UE et perçoivent la Russie comme une **menace** sérieuse pour leur pays, notamment en matière d'indépendance.

Les partis de l'opposition les plus influents étant :

- *Unity national mouvement*
- *Coalition for change*
- *Strong Georgia*
- *For Georgia*

Il est à noter que l'UE s'investit également de manière plus ou moins directe dans des **opérations d'influence** en Géorgie.



Source : Georgian Central Election Committee

RÉSULTATS PRÉVISIONNELS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES DU 26 OCTOBRE

LES MÉDIAS ET ONG : ACTEURS CENTRAUX DE L'INFLUENCE PRO EUROPÉENNE

En effet, lors des élections, de nombreux organismes européens ont analysé ceux-ci afin de rendre compte de la **véracité** des informations fournies par le gouvernement. De ce fait, près de 500 observateurs mandatés par l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE) ont été envoyés en Géorgie. Ils ont notifié l'usage de « ressources administratives » mises en place par le pouvoir en place, tandis que d'autres organisations internationales et même nationales démontraient l'existence de véritables fraudes électorales, notamment via le **bourrage** d'urnes, l'utilisation de cartes d'identité empruntées, etc.

Les 500 observateurs envoyés en Géorgie ne remettent cependant pas en cause les résultats de l'élection. Le parti Georgian Dream aurait quoi qu'il arrive été élu, même sans le recours à des méthodes de vote supposément **controversées**.

Le recours à des observateurs mandatés par certains organismes européens ne diffère pas de la stratégie européenne déjà en place. En effet, après la publication des résultats des élections géorgiennes, Charles Michel, président du Conseil européen, a appelé à « enquêter » sur les résultats en question. Il s'est notamment exprimé sur son compte X, affirmant que:

« Nous (...) appelons la Commission électorale centrale et les autres autorités compétentes à s'acquitter de leur devoir et d'enquêter rapidement, de manière transparente et indépendante, et de statuer sur les irrégularités électorales et les allégations en la matière ».

Il annonçait également que l'UE aurait l'occasion d'évaluer le contexte géorgien et les relations avec l'UE qui en découlent lors d'une réunion organisée les 7 et 8 novembre derniers. Aucun retour officiel mentionnant les élections géorgiennes n'a cependant été publié depuis.



Les médias ainsi que les Organisations non gouvernementales ont un rôle important dans la transmission de l'idéologie pro-européenne. En Géorgie, les chaînes télévisées sont organisées par l'exécutif. Ainsi, le gouvernement en place, soit le GD actuellement, dispose de ses propres chaînes, à savoir : les chaînes gouvernementales qui véhiculent son **idéologie**. Celles-ci sont accessibles à tous, tandis que les chaînes de l'opposition ne sont pas disponibles sur l'ensemble du territoire. Il est donc difficile pour l'opposition « pro-européenne » de s'imposer sur les chaînes télévisées, la majorité de la population n'y ayant pas accès.

En revanche, les réseaux sociaux sont devenus un véritables outils de campagne, permettant aux acteurs d'influence d'agir. Des nombreux hashtags comme **#Georgiaprotect** ou **#Russianoccupation** témoignent de la lutte contre l'influence russe sur les réseaux sociaux. Ces hashtags sont notamment présents sur Tiktok et Instagram, réseaux sociaux principalement utilisés par la jeunesse, et témoignent d'une volonté forte de se rapprocher des démocraties européennes. Des comptes Instagram et Tiktok portant sur l'actualité partagent ces hashtags qui sont ensuite largement repris par les internautes participant aux manifestations par exemple. À travers les réseaux sociaux, la population devient elle-même un acteur **d'influence** tentant de lutter contre le parti politique au pouvoir. L'opposition se concentre en réalité davantage sur la lutte contre le GD et sur la destruction de ses arguments, plutôt que sur son programme politique en lui-même.

Ces actions populaires sont couplées à la présence importante d'associations dans le champ médiatique géorgien. Ces ONG publient des contenus en masse à la fois sur leur site ou sur les réseaux sociaux, afin de véhiculer les idées pro-européennes. Elles s'appuient notamment sur la mise en place de projets, d'investissements pour asseoir leur idée principale : l'Union européenne aidera la Géorgie. Différentes ONG sont connues et largement actives pour véhiculer ce genre de narratifs pro-européens. Les ONGs montrant une stratégie d'influence intéressante sur le territoire géorgien sont **Civil Society Fondation**, ou encore **Transparency international**, qui descendent de la galaxie médiatique Soros (fortement liée au pouvoir américain).

L'INFLUENCE DE L'OPEN SOCIETY FOUNDATION



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



L'influence de la fondation de George Soros est bien connue dans le monde, et elle s'exerce notamment en **Géorgie**. Le site même de la fondation pour la Géorgie semble assumer clairement le vocable de l'influence dans ce pays.

Le narratif utilisé par la fondation pour la Géorgie est celui de la défense de la « démocratie », des « droits de l'homme », de la « liberté des médias » et de la « justice sociale ». Elle affirme notamment défendre les **aspirations** européennes du pays. Elle s'oppose à ce qu'elle nomme « corruption », « oppression » et « autoritarisme ». Il s'agit donc clairement de créer un **narratif** binaire qui la présente comme le camp du bien en opposition avec le camp du mal : les Géorgiens victimes de l'autoritarisme, le salut venant du soutien de la fondation. Son site expose aussi les différents moyens mis en œuvre pour exposer ce narratif : bourses étudiantes, soutien aux médias « indépendants », aide sanitaire, aide financière, protection de l'héritage culturel, etc.. Il revendique notamment un investissement de 118 millions de dollars depuis 30 ans.

Cette influence en Géorgie est aussi le fait d'une partie des élites : après 2004, près de **80%** des membres du gouvernement de Saakashvili ont étudié ou travaillé pour la **Fondation Soros** ou pour l'Agence américaine d'aide au développement (USAID). Il ne faut pas non plus oublier le financement par Georges Soros lui-même des salaires du président, premier ministre et président de l'Assemblée à l'époque.

Les actions de cette ONG sont connues dans d'autres pays, ce qui renforce l'idée d'une véritable **opération d'influence** : on pense bien souvent aux révolutions de couleurs en Europe de l'Est au début des années 2000, mais également dans les pays d'Asie centrale. Ce soutien aux forces « démocratiques » semble constituer une tentative des États-Unis de poursuivre leur encerclement de la Russie. Cependant, la fondation a-t-elle des objectifs propres dans cette lutte d'influence ? Mais il semble difficile de confirmer de telles allégations.



LA CHINE, UN ACTEUR PEU ANALYSÉ MAIS ESSENTIEL

La Géorgie n'est pas seulement un terrain d'influence pour la Russie et l'Occident : les Routes de la soie chinoises font de ce pays un point de passage important. La Chine mène donc, quoique cela soit peu relevé, une politique d'influence qu'il est nécessaire de prendre en compte.

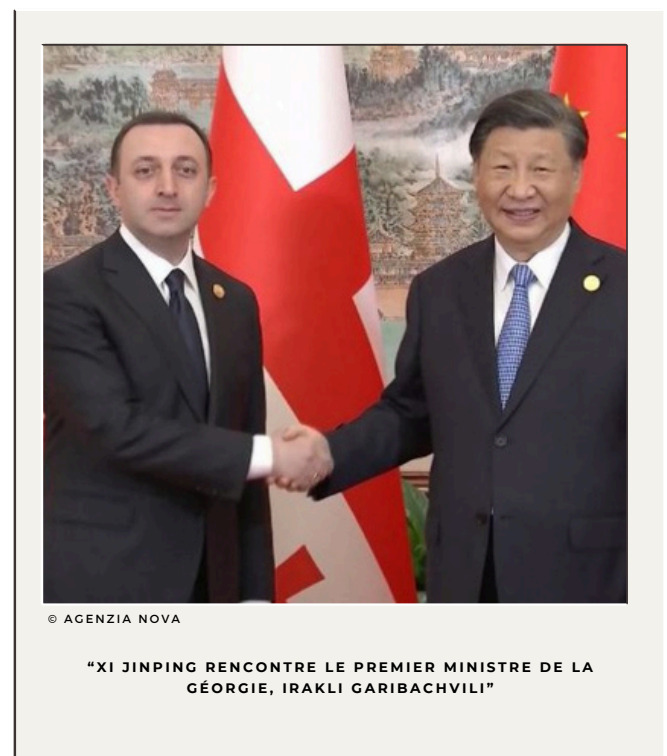
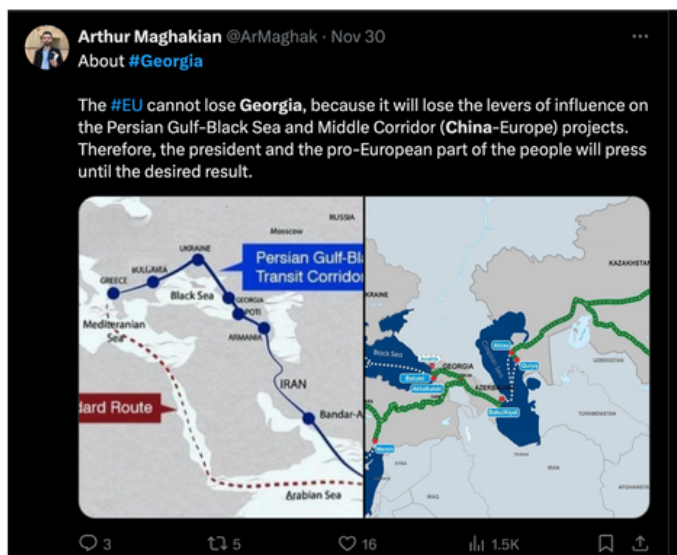
L'Empire du Milieu accroît son **influence** en Géorgie, notamment dans les secteurs de la construction, de l'hôtellerie et des transports. Les entreprises **chinoises** remportent de nombreux contrats en Géorgie, ce qui s'explique par une certaine proximité entre les deux gouvernements.

Plusieurs points sont à relever :

Position stratégique de la Géorgie : La situation géographique de la Géorgie, carrefour commercial historique entre l'Asie et l'Europe sur les anciennes Routes de la soie, est un facteur clé de l'intérêt porté par la Chine pour la Géorgie. Cette dernière est un pays **incontournable** pour l'initiative chinoise « Belt and Road » (BRI, 2013), qui vise à améliorer les connexions de la Chine avec les pays européens.

Investissements chinois : Du fait de cet emplacement géographique stratégique, les entreprises chinoises ont massivement investi en Géorgie, notamment dans des projets d'infrastructure tels que la modernisation du port de Poti et de la ligne ferroviaire vers l'Azerbaïdjan, ainsi que la construction d'une nouvelle ville (par la société CEFC China Energy), ou encore l'autoroute entre Tbilissi et Batoumi. Ces investissements stimulent l'économie et l'emploi en Géorgie, mais soulèvent des questions quant à la transparence des attributions de marchés. Il est certain que le montant des investissements est très important : le groupe Hualing (contrôlé par le Parti communiste chinois) a investi 30 millions d'euros pour transformer une ancienne usine métallurgique en centre de production de biens de consommation, 150 millions pour construire un complexe immobilier de luxe, 300 millions une centrale hydroélectrique dans la région de Svanétie, et 1,5 milliard d'euros pour un parc industriel dans le nord-ouest du pays.

Liens politiques troubles : Certains responsables politiques géorgiens entretiennent des liens étroits avec des entreprises chinoises, ce qui soulève des inquiétudes quant à la corruption et au manque de **transparence** dans les relations sino-géorgiennes. À titre d'exemple, on peut noter que l'ancien premier ministre Irakli Garibachvili a occupé plusieurs postes dans le conglomérat China Energy Fund Committee (CEFC).



LA CHINE, UN ACTEUR PEU ANALYSÉ MAIS ESSENTIEL

Influence chinoise accrue : Ces dernières années, la Chine a exercé une **influence** croissante sur la Géorgie, notamment via la crise du Covid-19, en « offrant » son vaccin et en fournissant une aide financière par le biais de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, basée à Pékin. En 2021, l'UE propose son aide mais Tbilissi refuse. Cependant, peu de temps après, une aide de l'Asian Infrastructure Investment Bank est acceptée par le gouvernement géorgien.

La question du port d'Anaklia constitue un autre exemple de cette influence récente : la China Communications Construction Company (CCCC) Limited a remporté le consortium pour la construction du port en eaux profondes d'Anaklia, le 29 mai 2024. Le projet est perçu comme **crucial** pour faire de la Géorgie un hub commercial entre l'Europe et l'Asie. Pour résumer, une étude de l'Initiative civique pour le choix démocratique et euro-Atlantique montre que, depuis 2021, tous les projets d'infrastructure d'une valeur de plus de 100 M\$ ont impliqué des entreprises chinoises

Il est à noter que la plupart des Géorgiens sont plus préoccupés par l'influence russe que par l'influence de la Chine. Du point de vue chinois, l'enjeu principal est que la Géorgie demeure un pays aussi stable que possible: elle ne gagne rien à ce que la situation **dégénère** gravement, dans la mesure où une situation politique dégradée ne ferait qu'affaiblir cette route de la soie en construction. Sans doute un rapprochement trop important avec l'UE n'avantagerait pas l'Empire du Milieu : l'implantation chinoise est plus efficace dans des pays faibles et seuls. Une certaine tension pourrait également naître de la collision d'intérêts chinois et d'intérêts russes. La Chine doit donc suivre un subtil jeu **d'équilibre** entre Russie et UE.

GÉORGIE, ÉTAT DES LIEUX

Les jeux d'influence qui se déroulent en Géorgie semblent plus complexes qu'il n'y paraît de prime abord : affirmer que l'ingérence russe est la seule à l'œuvre ou, du moins, la plus **puissante** est justement la conséquence d'autres stratégies d'influence tout aussi puissantes voire plus. En réalité, l'influence russe n'est pas si prégnante: les politiques dits « pro- russe » refusent de se séparer d'un partenaire économique essentiel et ne désirent pas voir leur territoire de nouveau en proie à la guerre. La crainte d'une **invasion** et l'enjeu économique, ainsi que les intérêts personnels des dirigeants géorgiens jouent un rôle plus important qu'une influence active de la Russie. Cette dernière n'en a tout simplement pas besoin dans la mesure où ces trois facteurs suffisent à servir ses intérêts. Il est peut-être plus intéressant de se pencher sur l'influence d'ONG **américaines** comme l'Open Society Foundation ou l'USAID, qui usent de l'argument « Démocratie » pour permettre aux États-Unis de ceinturer la Russie.

Mais il est tout aussi essentiel d'observer les manœuvres chinoises qui visent à faire de la Géorgie un point de passage capital pour ses nouvelles routes de la soie. Ainsi, l'influence **chinoise** est sans doute celle qui profite le plus de la situation actuelle : un pays faible, tiraillé entre l'Europe et la Russie, où elle peut agir discrètement car les regards sont davantage braqués sur l'influence russe que sur elle. Elle a donc tout intérêt à ce que la solution demeure floue en Géorgie : une trop grande place accordée à des considérations occidentales serait synonyme d'influence américaine, ce qui constituerait un risque pour le développement de sa toile économique. En outre, ; un rapprochement trop important avec la Russie couperait la Géorgie de l'Europe et la Chine entrerait alors en concurrence ouverte avec la **Russie**. L'autre acteur qui semble profiter du jeu d'influence actuel est le parti politique vainqueur des dernières élections : tout en affirmant son objectif d'intégrer l'UE pour satisfaire la volonté populaire, ses manœuvres bloquent le pays sur cette voie et lui permettent de se maintenir au pouvoir.

MOLDAVIE

ÉLECTIONS ET STRATÉGIES D'INFLUENCE

Depuis février 2022 et l'offensive russe, le sort de la **Moldavie** est devenu une source de préoccupation. Située entre l'Ukraine et la Roumanie, cette ancienne province de l'empire tsariste devenue roumaine après la Première Guerre mondiale puis intégrée dans l'URSS après 1945, est en proie à deux visions stratégiques opposées, l'une Européenne, l'autre russe.

La Moldavie est composée de 2,5 millions d'habitants à majorité roumanophone. Principalement agricole, sa population dispose d'un faible niveau de vie et le pays est proie à un conflit gelé avec les séparatistes de Transnistrie. Alors que la Moldavie subit les conséquences de la guerre en Ukraine, elle ne bénéficie pas de la protection de l'OTAN redoutant une extension du conflit à son territoire.

Dès lors, la tenue des **élections présidentielles** et du référendum sur l'inscription dans la Constitution de la volonté de **rejoindre l'Union européenne** a été une période critique pour l'avenir du pays. Durant cette phase, les blocs pro-européens et pro-russes se sont affrontés pour emporter la décision.

Cette période s'est conclue par la victoire du « Oui » au référendum et la réélection de Maia Sandu à la présidence, confirmant la dynamique de rapprochement vers l'Union européenne dans un contexte d'intense déstabilisation du pays.



© AP PHOTO - VADIM GHIRDA

LES ACTEURS INFLUENTS EN MOLDAVIE

Cette période électorale a fait l'objet d'une intense **lutte d'influence** entre les partisans d'une Moldavie ancrée dans la sphère russe et ceux prônant un avenir dans le cadre européen et otanien.

Les liens entre la Russie et la Moldavie restent forts pour cette ancienne république soviétique qui fait partie pour Poutine du "monde russe" ou "Русский мир" ("Russkiy Mir"). Ce concept renvoie ainsi à la nécessité de restaurer l'unité d'un espace civilisationnel russe devant être protégé des forces extérieures (notamment occidentales) - similaire au narratif avec l'Ukraine. Selon des documents révélés par un consortium international de médias, le Kremlin souhaite favoriser une position hostile à l'OTAN et à l'UE en Moldavie ainsi qu'une présence importante d'acteurs pro-russes dans la politique et l'économie.

Pour cela, Moscou peut compter sur deux régions moldaves largement acquises à sa cause. Tout d'abord, **la Transnistrie**, formant à l'est une bande le long de la frontière avec l'Ukraine, est un territoire séparatiste peuplé d'environ 500 000 habitants accueillant depuis 1992 plusieurs milliers d'hommes de la XIVème armée russe. Les trafics y sont nombreux et la corruption endémique. Les autorités locales demandent régulièrement la protection du Kremlin qui entretient cette tendance par la propagation de fakes news et l'organisation de manifestations hostiles au pouvoir central dans la capitale transnistrienne, Tiraspol.



LES ACTEURS INFLUENTS EN MOLDAVIE

Ensuite, dans le sud-est de la Moldavie se trouve la région autonome de **Gagaouzie**. Cette entité culturelle distincte est peuplée d'environ 170 000 gagaouzes, peuple turcophone et orthodoxe, installé par la Russie après 1812. Pro-russe à 95%, la Gagaouzie affiche sa rupture avec les orientations pro-occidentales du pouvoir central. Si l'autonomie acquise en 1994 règle en partie la question ethno politique, les séparatistes sont encore actifs.

L'oligarque israélo-moldave Ilan Shor, issu du peuple gagaouze, est un acteur clé de **l'influence russe** pour relayer le narratif d'une région qui serait « méprisée par le pouvoir central moldave, hostile et menaçant envers le peuple gagaouze ». Cet homme d'affaires, actuellement poursuivi pour détournement d'argent public par la justice moldave (estimé à 8% du PIB) dirige le parti Șor, pro-russe et hostile au pouvoir central. Son parti est incarné localement par Evgenia Gutul, politicienne pro-russe reçue et mise à l'honneur par Vladimir Poutine lors du Festival mondial de la jeunesse à Sotchi en mars dernier.

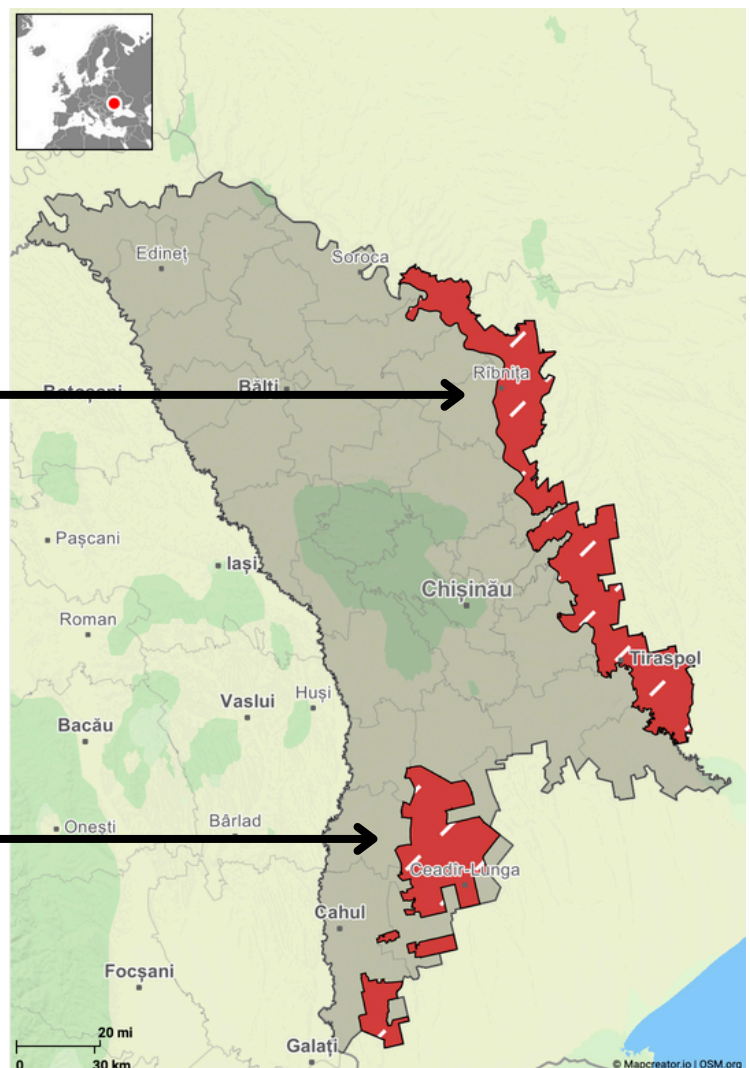
Le mouvement pro-européen quant à lui est porté par une dynamique démocratique principalement constituée d'électeurs jeunes et urbains. La présidente sortante, Maia Sandu, formée à l'Académie d'études économiques de Moldavie et passée par Harvard, a travaillé au ministère de l'Économie avant d'entamer une carrière dans les relations internationales partagée entre la Banque mondiale et les Nations Unies. Le camp occidental fait l'objet de soutiens extérieurs des Etats-Unis et de l'Union européenne, notamment par le biais de **financement**. Enfin, l'importante diaspora moldave, répartie aujourd'hui principalement en Europe, constitue un puissant soutien au mouvement pro-européen.

TRANSNISTRIE

République Moldave du Dniestr
Territoire sécessionniste
depuis 1990

GAGAOUZIE

Unité territoriale autonome de
Gagaouzie
Région autonome de la Moldavie
depuis 1994



STRATÉGIES D'INFLUENCE MISES EN OEUVRE EN AMONT DE L'ÉLECTION

Ces élections moldaves ont été au cœur de **campagnes d'influence et d'ingérence** de la part de plusieurs acteurs ; l'un des plus remarquables a été la Russie.

Ainsi, les services de sécurité moldaves ont déclaré que la Russie avait dépensé environ 100 millions d'euros pour fragiliser le processus électoral. Ilan Shor, un oligarque moldave en exil à Moscou, condamné pour fraude pour le vol de près d'un milliard de dollars à trois banques du pays, aurait été à l'origine d'un important **système de fraude électorale**. Selon les autorités, cette opération d'achat des voix de 130 000 Moldaves pour 15 millions de dollars est sans précédent. En effet, à considérer que pour tout achat de vote la totalité de la famille ait suivi la consigne, cela représente près d'un quart des électeurs dans ce pays de 2,6 millions d'habitants.



Par ailleurs, le New Strategy Center (think-tank roumain) dénonce l'existence de formations en tactiques de déstabilisation (techniques pour défier les forces de l'ordre, utilisation d'armes etc.) par des instructeurs étrangers affiliés au groupe Wagner, pour des centaines de jeunes hommes en Russie, en Serbie et en Bosnie-Herzégovine. Et on ne compte plus les fausses pages sur les **réseaux sociaux** qui relaient les intérêts pro-russes et des deep fakes de Maia Sandu ou les cyberattaques, les manifestations, la réduction des livraisons de gaz etc. Le giron de Moscou touche aussi la religion puisque des centaines de prêtres de l'Eglise orthodoxe, une institution majeure dans cette région, ont participé à propager le narratif prorusse dans leurs sermons.

Mais du côté du camp occidental des ripostes s'opèrent également, suscitant la réaction de Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, accusant l'Occident d'essayer de transformer la Moldavie en un « *appendice russophobe de l'OTAN privé de souveraineté* ».

Le département d'État des États-Unis a par exemple versé près de 100 millions de dollars de 2017 à 2021 à « *des organisations de la société civile (...) et des médias* », faisant de la Moldavie le premier bénéficiaire du **Fonds de lutte contre l'influence russe (CRIF)**. L'Union européenne a quant à elle imposé des sanctions à des oligarques moldaves et à des acteurs pro-russes (en premier lieu Ilan Shor mais également d'autres figures russophiles telles que Vladimir Plahotniuc, Igor Ceaiuca, Gheorghe Cavaliuc et Marina Tauber) et participe au financement de la défense et la sécurité du pays.

D'autre part, l'un des grands enjeux du gouvernement de Sandu a été de réguler l'espace informationnel, de façon consultative par le **Centre de communication stratégique et de lutte contre la désinformation** ou de manière plus contraignante par le blocage de sites et de chaînes de propagande russe. Mesure phare datant de juin 2022, une loi de sécurité de l'information interdit la diffusion des journaux télévisés et des émissions russes (ne concerne pas les émissions de divertissement) et impose que 50 % des contenus proviennent de l'UE, des États-Unis ou d'autres États ayant ratifié la convention européenne sur la télévision transfrontière, lancée par le Conseil de l'Europe. Enfin, des divisions **au sein de l'Eglise** ont mené près de 60 prêtres à quitter le patriarcat de Moscou pour rejoindre l'Église orthodoxe roumaine.



LE CHOC DES STRATÉGIES LORS DE LA PÉRIODE ÉLECTORALE

Après l'annonce des résultats serrés en faveur du « Oui » pour le référendum sur l'inscription dans la Constitution de la volonté pour la Moldavie d'adhérer à l'Union européenne, le bloc pro-russe va réagir par voie de presse.

Il va alors développer un narratif considérant ce résultat comme « un camouflet pour le régime en place et ses parrains occidentaux ». Son raisonnement se fonde sur la victoire du « Non » chez les citoyens moldaves vivant en Moldavie selon les données diffusées par la Commission électorale centrale (CEE) moldave. Cette presse va démontrer que le scrutin a été « volé » par la diaspora pro-européenne tout en dénonçant dans le même temps l'entrave au vote des moldaves immigrés en Russie (ouverture de seulement deux bureaux de vote pour un territoire de 17 millions de km²).

En outre, les refus d'accréditation d'observateurs internationaux prononcés par la CCE moldave sont également mis en avant comme des entraves à l'intégrité et la transparence des élections. Mais c'est principalement le camp pro-européen qui va réagir à la suite du résultat équivoque du référendum, la Commission européenne déclarant que le scrutin s'est déroulé dans un **climat d' « interférence sans précédent »** de la part de la Russie.

Partant de ce constat, le gouvernement de Maia Sandu va entreprendre des mesures correctives dans la période entre le référendum et le scrutin présidentiel. Celles-ci passent d'abord par la dénonciation dans les journaux télévisés de **manœuvres d'achat de vote**. Ainsi a été mise en ligne une vidéo indiquant que des magistrats anticorruption avaient saisi 50 000 euros en espèces appartenant à une « organisation criminelle » dont la somme devait financer des contestations de rue au profit d'un parti d'opposition au pouvoir.

La réponse va être également **judiciaire** avec l'arrestation d'une centaine de personnes présentées comme des relais de la Russie ou encore le lancement d'une enquête sur les « transports organisés » pour permettre aux ressortissants moldaves résidant sur le sol russe de participer au second tour de l'élection présidentielle.

Enfin, la présidente sortante va mobiliser la diaspora, qui représente 16% du corps électoral et qui est traditionnellement favorable au camp pro-européen (son vote avait ainsi permis au « Oui » de passer lors du référendum).



MOLDAVIE, ÉTAT DES LIEUX

Sans littoral, ni matière première conséquente, d'une superficie limitée et dont la population est la plus pauvre d'Europe, la Moldavie peine à trouver un équilibre et **subit intensément les influences des puissances voisines.**

Si à première vue le camp pro-européen a triomphé, le « Oui » l'ayant emporté au référendum et la présidente sortante Maia Sandu ayant été réélue, cette victoire s'est faite sur le fil avec respectivement 50,43% et 55,33%. Ce succès doit également être minimisé par l'impact de la diaspora pro-européenne sur les scrutins. Il ressort de ce choc des narratifs et des stratégies d'influence que la défaite politique du camp pro-russe est contrebalancée par sa réussite sur le terrain, car c'est bien Alexandr Stoianoglo qui a su convaincre la majorité (51%) des électeurs moldaves. S'il disposait pour cela d'un électorat solide en Transnistrie, en Gagaouzie et dans les zones rurales pauvres, les résultats par territoire témoignent aussi d'un clivage qui n'est pas limité à une opposition ville/campagne puisque Stoianoglo s'est imposé à 70 % dans la deuxième ville du pays, Balti. Dès lors, force est de constater que **la maîtrise de l'affrontement informationnel** bien connu et appréhendé par la Russie et ses alliés a été redoutable.

Pour l'autre camp, les mesures particulièrement offensives du gouvernement Sandu ont porté leurs fruits mais au prix d'un soutien financier européen et états-unien conséquent, qui pourrait se tarir avec l'élection de Donald Trump, et par la promulgation de lois sévères contre les médias pro-russes. Néanmoins, ces élections ne marquent pas la fin de la confrontation de ces deux blocs, à l'image des propos diffusés dans Sputnik Arménie : "Sandu adhère à la politique d'intégration européenne, aux sanctions contre la Fédération de Russie et au renforcement du contrôle sur les médias sous prétexte de lutter contre la désinformation." Le pouvoir moldave doit dorénavant trouver son chemin vers l'Europe en composant avec deux régions largement pro-russe ainsi qu'un système judiciaire et des médias largement corrompus.



RENCONTRE ENTRE LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN ANTONY BLINKEN ET LA PRÉSIDENTE MOLDAVE MAIA SANDU DU 29 MAI 2024

CLUB INFLUENCE

AEGE



FAIRE DU BRUIT DANS LE SILENCE

